

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 29/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HLOG

543 RUE DES BALMES
38150 Salaise-Sur-Sanne

Références : -
Code AIOT : 0006103188

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement HLOG implanté 543 RUE DES BALMES 38150 Salaise-sur-Sanne. L'inspection a été annoncée le 06/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HLOG
- 543 RUE DES BALMES 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006103188
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société HLOG est une société de logistique qui a été créée par la société OCEDIS, basée à

Trévoux dans l'Ain et spécialisée dans la fabrication et la fourniture de solutions de traitement de l'eau de piscine. La société HLOG permet ainsi à OCEDIS de disposer d'un lieu de stockage pour ses matières premières et produits finis. Même si la majorité des produits dangereux stockés sur le site appartient à la société OCEDIS, la société HLOG peut également stocker des produits chimiques appartenant à d'autres entreprises.

En outre, une société extérieure (APF - Annonay Productions France) exploite, en tant que locataire, l'entrepôt banalisé pour stocker ses propres produits (liner PVC, matériels de piscine : pompes, filtres, robots, pompe à chaleur...).

L'établissement HLOG est classé Seveso seuil haut par dépassement direct du seuil sur plusieurs rubriques ICPE de substances dangereuses (toxiques, comburants et dangereux pour l'environnement).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque toxique
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Entrepôts couverts – Rubrique 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexes VI.I, VII.1 et VIII	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
2	Etat des matières stockées 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II	Demande d'action corrective	6 mois
4	Gestion des incompatibilités	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8 de l'annexe II	Demande d'action corrective	6 mois
6	EDD – Scénarios incendie des cellules	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
7	EDD - Produits de décomposition en cas d'incendie	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
8	EDD – Scénario épandage de produits toxiques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
9	EDD : vulnérabilité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2	Demande d'action corrective	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des installations vis à vis du risque d'inondation			
12	Chaudière – rubrique 2910	Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article Point 6.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
13	Etat de conservation des racks métalliques	Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article 6.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
14	Atelier de charge d'accumulateur électrique – rubrique 2925	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article Annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Règles de stockage	Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article Point 7.2Point 7.4Point 8.3.2Point 9.1	Sans objet
5	Liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexes	Sans objet
10	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 04/08/2007, article Point 4.8.7Point 6.5.3	Sans objet
11	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 26 BIS	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour but de vérifier in situ certaines données d'entrée de l'étude de dangers de l'installation présentée dans le cadre de son réexamen quinquennal. Il ressort de l'inspection qu'un certain nombre d'éléments demandent à être corrigés ou complétés :

- scénarios d'incendie : les études de flux existantes demandent à être corrigées, en tenant compte notamment de la tenue au feu réelle des murs. L'exploitant doit ensuite réaliser une étude de propagation de ces incendies aux cellules ou bâtiment adjacents jusqu'à aboutir au scénario

enveloppe. Dans l'attente, il ne peut être tenu compte de l'exclusion du scénario d'incendie généralisé comme proposé par l'exploitant dans son réexamen actuel.

- la liste des produits de décomposition en cas d'incendie doit être complétée et intégrée à la modélisation des effets toxiques des fumées de l'incendie enveloppe du site.
- le risque d'épandage de produits toxiques est possible malgré le fait que les quantités stockées sur l'installation ne dépassent pas le seuil de déclaration ICPE associé et doit donc être étudié.
- le site est concerné par le PPRI de Salaise sur Sanne, et le risque d'inondation du site demande donc à être étudié compte-tenu notamment de la localisation semi-enterrée du local abritant le groupe motopompe alimentant le système d'extinction automatique des cellules de l'entrepôt C1 (bâtiment HLOG).
- une analyse de conformité devra être réalisée au regard des prescriptions applicables aux installations nouvellement soumises à enregistrement au titre de la rubrique 1510 (annexe VI.I, VII.1 et VIII de l'arrêté du 11 avril 2017).

Compte tenu de l'échéance proche de remise du prochain réexamen quinquennal (octobre 2026), l'inspection demande à ce que ces éléments soient intégrés à la prochaine mise à jour de l'étude de danger. Ils seront prescrits dans un arrêté préfectoral complémentaire encadrant la clôture du réexamen quinquennal actuel.

Par ailleurs, l'exploitant doit évacuer les matières comburantes stockées dans la cellule dédiée aux liquides inflammables (cellule 3 ou C) et analyser la stabilité et la tenue dans le temps des racks de stockage, en particulier les racks de la cellule 1 (ou A) présentant une ambiance très corrosive. De plus, l'exploitant doit se positionner sur son éventuel classement au titre de la rubrique 2925 et effectuer une déclaration le cas échéant.

Enfin, pour réaliser la cessation d'activité 2910 de la chaudière gaz du site, l'exploitant doit réaliser/démontrer que les actions de mise en sécurité pérennes de l'installation sont en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entrepôts couverts – Rubrique 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexes VI.I, VII.1 et VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Régime 1510
Prescription contrôlée : Prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510
Constats : L'installation est composée deux entrepôts : <ul style="list-style-type: none">- partie C1 ou « entrepôt matières dangereuses » utilisé par HLOG- partie B1 ou "entrepôt banalisé" loué à l'entreprise APF. L'installation est constituée d'une seule IPD (- de 10 m entre les 2 bâtiments). Le site a été déclaré au titre de la rubrique 1510 en 2001. Le jour de l'inspection, 732 tonnes de matières combustibles sont stockées dans l'entrepôt de matières dangereuses (l'inventaire côté entrepôt banalisé est indisponible - cf point n°2). Il est également déclaré au titre de la rubrique 2663-2 pour les matières stockées dans l'entrepôt

banalisé (B1) (produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères) et dispose d'un stockage de palettes en extérieur pour lequel il est non-classé (1530).

L'évolution de la rubrique 1510 introduite par l'arrêté du 24/09/2020 prend dorénavant en compte, non plus le volume des matières susceptibles d'être stockées, mais celui des entrepôts.

Ainsi, selon les données issues de l'étude de dangers et confirmées par l'exploitant durant l'inspection, le volume d'entreposage du site s'élève à 53 310 m³ (30 450 m³ pour l'entrepôt banalisé et 22 860 m³ pour l'entrepôt matières dangereuses).

Le site qui était précédemment déclaré au titre des rubriques 1510 et 2663, relève donc dorénavant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510.

Les annexes VI.I, VII.1 et VIII de l'arrêté du 11/04/2017 s'appliquent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour le prochain réexamen, l'exploitant doit réaliser une analyse de conformité au regard des prescriptions applicables aux installations nouvellement soumises à enregistrement au titre de la rubrique 1510 (annexe VI.I, VII.1 et VIII de l'arrêté du 11 avril 2017).

Cette analyse de conformité est prescrite dans l'arrêté préfectoral complémentaire établi dans le cadre de la clôture du réexamen quinquennal actuel de l'étude de dangers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Etat des matières stockées 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

1.4. Etat des matières stockées »

« I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

« 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques

particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

« 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

« Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

« L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

« L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

« II. Dispositions applicables aux installations à déclaration :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.

« L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

« Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

Constats :

L'inspection a constaté la disponibilité d'un état des stocks pour l'entrepôt utilisé par HLOG. L'inventaire côté APF n'était pas disponible le jour de l'inspection.

L'état des stocks HLOG est présenté sous format informatique accompagné d'un plan, accessible à tout moment à distance, même en cas de perte d'utilité et mis à jour de manière journalière. Un état des stocks figure également dans le classeur POI. Il permet de connaître les différents produits stockés et leur quantité au sein de chaque allée de chaque cellule. Cependant, si cet inventaire permet de connaître la rubrique ICPE associée aux produits, les différentes familles de mention de danger n'y apparaissent pas. De plus, les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement ICPE n'y figurent pas.

Enfin, un état sous format synthétique doit être établi.

Ces documents doivent être référencés dans le plan d'opération interne (POI) du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'état des stocks HLOG doit permettre de connaître les différentes familles de mentions de

danger et prendre en compte les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement ICPE. Un état sous format synthétique permettant une communication simple à la population doit être établi. Ces documents doivent être référencés dans le POI du site.

Un état des stock de la partie APF répondant aux mêmes exigences réglementaires doit être mis en place. Celui-ci doit prendre en compte notamment les matières stockées dans l'ancien atelier mécanique et les 2 bennes à déchets (cartons et plastiques).

Ces éléments doivent faire partie de l'étude de conformité demandée au point n°1 (prescrite dans l'arrêté préfectoral complémentaire établi dans le cadre de la clôture du réexamen quinquennal actuel de l'étude de dangers).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Règles de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article Point 7.2Point 7.4Point 8.3.2Point 9.1

Thème(s) : Risques accidentels, Règles de stockage

Prescription contrôlée :

1/ Absence de stockage de substances interdites sur l'ensemble de l'installation :

Acétylène, acide chlorhydrique liquéfié, acide fluorhydrique anhydre, allumettes chimiques, aminodiphényle, ammoniac liquéfié, oxydes d'azotes, phosgène, cartouches de tir, chlore liquéfié, hydrogène, hydrures gazeux, isocyanate de méthyl, poudre et explosifs, substances radioactives, sulfure d'hydrogène.

2/ Stockage en extérieur :

Aucun stockage de produit n'est autorisé à l'extérieur des deux entrepôts.

Toute construction en bois non ignifugé ou en tout autre matière combustible doit être éloignée des entrepôts afin d'éviter la propagation d'un éventuel incendie. Le stockage des palettes vides, des GRV vides réalisé à l'extérieur des entrepôts doit respecter une distance suffisante avec ces derniers afin d'éviter la propagation d'un éventuel incendie.

3/ Affectation des cellules :

La surface maximale des cellules de l'entrepôt B réservées au stockage de produits non inflammables, non comburants, non toxiques, non dangereux pour l'environnement selon le tableau de l'article 1 est égale à 3 045 m² en l'absence de système d'extinction automatique incendie.

4/ Bâtiment C1 :

Substances très toxiques avec risque inflammable ou explosif stocké < 5m des stockages des autres inflammables ou explosifs. Entre, possible de mettre du non inflammable et du non toxique.

Stockages solides < 8m en bâtiment, 4m à l'air libre ou sous auvent

Stockages liquides < 5m en bâtiment, 4 m à l'air libre ou sous auvent

Récipients contenant des gaz ou gaz liquéfiés dans des locaux séparés des autres substances (solides ou liquides)

Les très toxiques dans des endroits réservés et protégés contre les chocs. Générateurs d'aérosols

très toxiques pourront être stockés avec autres toxiques. L'aire de stockage devra être grillagée ou murée. Fûts, bidons sur palette à la verticale, autres récipients à l'horizontale doivent être protégés des chutes.
Les inflammables dans une cellule spécifique

Constats :

1/ L'inspection a vérifié, par sondage, l'absence de 4 substances interdites :

- acide chlorhydrique liquéfié = présence d'acide chlorhydrique en solution seulement
- acétylène : non présent
- phosgène : non présent
- chlore liquéfié : uniquement sous forme solide ou eau de Javel.

2/ Aucun stockage de produit n'a été constaté à l'extérieur du bâtiment durant la visite. Le stockage de palettes vide est situé à l'extrémité Est du site, à bonne distance de l'entrepôt APF. L'exploitant a évoqué un projet de stockage de matières (sable) sur le quai ouest de l'entrepôt B1 (APF). Les inspecteurs ont invité l'exploitant à préciser son projet et à déposer un projet à connaissance auprès de la DREAL.

3/ L'inventaire côté APF n'étant pas disponible le jour de l'inspection (cf demande n°2), l'absence de matière dangereuse dans la cellule B1 n'a pas pu être vérifiée. Selon l'exploitant, APF ne stocke aucun produit dangereux dans l'entrepôt B1. L'entreprise dispose d'une zone dédiée dans l'entrepôt de matières dangereuses au besoin. Les inspecteurs n'ont pas constaté de produits dangereux au cours de leur visite.

4/ Aucun écart aux règles de stockages des matières dangereuses n'a été relevé durant la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Prescription contrôlée :

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

Constats :

Lorsque le stockage d'un nouveau produit est envisagé, l'exploitant réalise une étude de faisabilité au regard de la fiche de données de sécurité du produit (FDS). L'étude vise à vérifier la compatibilité avec :

<ul style="list-style-type: none"> - les seuils des rubriques ICPE autorisées sur le site ; - l'extinction mousse du bâtiment C1 ; - la compatibilité chimique du produit avec les produits stockés dans la cellule concernée. <p>L'exploitant ne dispose pas de document d'exploitation reprenant ces éléments et les règles d'incompatibilité à respecter. Des règles de gestion des incompatibilités figurent dans l'étude de dangers du site (p. 80).</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de différentes matières comburantes dans la cellule de stockage dédiée aux liquides inflammables (rétention commune pour toute la cellule) :</p> <p>1/ UN 2468 : Recharge acti action 5 tab 5 Kg SOLIDE ;</p> <p>2/ UN 2468 Acti bloc 500 Multifonction 5Kg (marquage CLP comburant) SOLIDE;</p> <p>3/ UN 3085 Acti brom Tab 20 5Kg SOLIDE ;</p> <p>4/ UN 3085 Bromine 5Kg SOLIDE ;</p> <p>5/ 2468 Acti 5 multifonction 5 en 1 10 Kg (marquage CLP comburant) SOLIDE</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rendre la cellule de stockage dédiée aux liquides inflammables exempte de matières comburantes, dans les meilleurs délais ; - réaliser une vérification d'absence de stockages incompatibles sur le site ; - mettre en place un document d'exploitation définissant les règles d'incompatibilité applicables sur le site.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Liquides inflammables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexes</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Récipients mobiles de liquides inflammables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, le stock de liquides inflammables sur le site était de 4,5 tonnes (rubrique 4331-2). Selon l'exploitant, les quantités habituellement présentes sont aux alentours de 5t. Les liquides inflammables entreposés sont stockés dans des contenants fusibles (type IBC). Le site est autorisé à stocker jusqu'à 120 tonnes de liquides inflammables relevant de cette rubrique, mais une règle d'exploitation mise en place par l'exploitant limite à 100 tonnes la quantité de liquide inflammables sur le site afin de ne pas être soumis à l'arrêté ministériel du 24/09/2020.</p> <p>L'exploitant souhaite dans ce sens abaisser sa capacité de stockage maximal pour la rubrique 4331-2 à 100t.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Observation : Cette modification sera prescrite dans l'arrêté préfectoral complémentaire établi dans le cadre de la clôture du réexamen quinquennal actuel de l'étude de dangers.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : EDD – Scénarios incendie des cellules

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Scénarios incendie des cellules

Prescription contrôlée :

Article 7. 2 Analyse de risques

L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. [...]

Constats :

Dans sa notice de réexamen, l'exploitant mentionne l'exclusion de l'incendie généralisé dans la démonstration de maîtrise des risques. Il apparaît que de nombreux éléments sont manquants pour démontrer cette exclusion.

Actuellement, certaines études de flux figurent déjà dans l'étude de danger du site pour la cellule C (ou 3) et l'entrepôt B1 (APF).

Ces études demandent à être mises à jour avec des données d'entrées justifiées et conformes aux caractéristiques réelles du site :

- mur situé au sud du bâtiment B1 (APF) : lors de la visite, l'inspection a constaté que ce mur est simplement constitué d'une paroi métallique alors qu'il est valorisé comme coupe-feu 2h dans l'étude de danger. Sauf justification contraire, ce mur doit être considéré comme non coupe-feu ;
- portes coulissantes et portes de sortie de secours du bâtiment S1 (HLOG) : lors de l'inspection, l'exploitant a affirmé que les portes sont coupe-feu 2h alors que l'étude de danger du site mentionne que ces portes sont coupe-feu 1h (p. 106). Sauf justification contraire, ces portes doivent être considérées comme coupe-feu 1h ;

L'exploitant doit ensuite réaliser une étude de propagation de ces incendies aux cellules ou bâtiments adjacents au regard des effets dominos possibles (flux thermiques $\geq 8 \text{ kw/m}^2$), des durées d'incendie (à comparer aux éventuelles durées des caractéristiques coupe-feu des murs et portes) et d'une possible propagation par nappe enflammée de liquides inflammables (LI) ou liquides combustibles ou solides liquéfiables combustibles (LC/SLC). Si un risque de propagation est mis en évidence, la modélisation de cette propagation aux cellules ou bâtiments adjacentes doit être réalisée jusqu'à aboutir au scénario enveloppe.

A noter qu'un risque de propagation est dores et déjà mis en évidence :

- pour la cellule C (ou 3) sur les cellules adjacentes B (ou 2) et D (ou 4) par flux thermiques supérieurs à 8 kw/m^2 et du fait d'une durée d'incendie importante (13h) ;

- pour le bâtiment B1 vers le bâtiment C1 par flux thermiques supérieurs à 8 kw/m^2 (ancienne modélisation considérant le mur sud du bâtiment comme non coupe-feu).

<p>Les feuilles de calcul FLUMILOG associées à ces modélisations devront être annexées à l'étude de dangers.</p> <p>Les effets toxiques du scénario d'incendie enveloppe devront être évalués. Les données d'entrée des modélisations des effets toxiques des fumées d'incendie devront être revues afin d'être cohérentes avec la liste complétée des produits de décomposition (cf demande n°7 du présent rapport).</p> <p>L'exploitant veillera à tenir compte, pour le terme source, des quantités maximales de matières susceptibles d'être stockées.</p> <p>Les modélisations et les données d'entrées associées devront être annexées à l'étude de dangers.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour le prochain réexamen, l'EDD doit être mise à jour avec l'ensemble de ces éléments.</p> <p>Cette demande est prescrite dans l'arrêté préfectoral complémentaire établi dans le cadre de la clôture du réexamen quinquennal actuel de l'étude de dangers.</p> <p>En l'absence de ces éléments, le scénario d'incendie généralisé des installations demeure donc le scénario incendie majorant de l'étude de danger du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 7 : EDD - Produits de décomposition en cas d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p> <p>En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mené un travail important d'étude des produits de décomposition issus des produits dangereux stockés au sein de l'entrepôt C1 (HLOG) dans l'EDD de 2021. L'exploitant</p>

<p>complètera cette étude en déterminant les produits de décomposition associés aux produits mentionnés dans l'EDD comme « par combustion libre des gaz toxiques ». Ex. Catéchol p. 77 EDD.</p> <p>L'exploitant veillera à ce que cet exercice soit également réalisé pour les matières stockées dans le bâtiment B1 (APF). Il devra être complété par les produits de décomposition issus des contenants des produits stockés (cartons, seaux plastiques, palettes bois) ainsi que par la contribution imputable aux bâtiments eux-mêmes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour le prochain réexamen, une liste des produits de décomposition doit être établie avec l'ensemble de ces éléments. Le POI devra être mis à jour en conséquence et dans le même délai. L'exploitant s'appuiera sur le guide INERIS OMEGA 16 « <i>Recensement des substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie</i> » du 08/06/2023 et, le cas échéant du guide élaboré par le syndicat des logisticiens AFILOG.</p> <p>Ces éléments sont prescrits dans l'arrêté préfectoral complémentaire établi dans le cadre de la clôture du réexamen quinquennal actuel de l'étude de dangers.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 8 : EDD – Scénario épandage de produits toxiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Scénarios épandage de produits toxiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7. 2 Analyse de risques</p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis le changement d'exploitant de Geodis à HLOG en 2016, la société HLOG a fait le choix de ne plus stocker certains produits toxiques par inhalation et très toxiques par inhalation. Cependant, et bien que les quantités ne mènent plus à un classement ICPE, certains produits stockés présentent tout de même des mentions de danger H330 et H331.</p> <p>Un épandage de ce type de produit est susceptible d'avoir lieu du fait d'une chute à quai d'un emballage ou d'un coup de fourche de chariot de manutention. Le scénario de dispersion de vapeurs toxiques par épandage d'un produit toxique doit donc être étudié (justification des quantités maximales par zone, identification du produit dimensionnant/substance de référence, modélisation).</p>

<p>Cette modélisation doit être réalisée en tenant compte du produit susceptible d'être stocké présentant la toxicité et la capacité d'évaporation (pression de vapeur saturante) les plus importantes et de la capacité unitaire la plus importante associée à ce produit. Le scénario sera modélisé en extérieur afin de tenir compte du risque de chute à quai d'un emballage. Ce produit sera la « substance toxique de référence » de l'étude de danger du site.</p> <p>Nota : Lorsque le stockage d'un nouveau produit toxique sera étudié, l'exploitant vérifiera qu'il ne présente pas un potentiel de dangers supérieur à la « substance toxique de référence » de l'étude de danger du site. La vérification sera faite en se fondant notamment sur la capacité d'évaporation, la toxicité et la capacité unitaire maximale de stockage envisagée pour le nouveau produit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour le prochain réexamen, l'EDD doit être mise à jour avec l'ensemble de ces éléments. Cette demande est prescrite dans l'arrêté préfectoral complémentaire établi dans le cadre de la clôture du réexamen quinquennal actuel de l'étude de dangers.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 9 : EDD : vulnérabilité des installations vis à vis du risque d'inondation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vulnérabilité des installations vis à vis du risque d'inondation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.2. Analyse de risques.</p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est concerné par le PPRI de Salaise-sur-Sanne approuvé par l'arrêté préfectoral du 22/10/2000 et situé en zone B2 : zone inondable de la Sanne protégée par une digue, constructible sous certaines conditions. Seules des recommandations sont formulées par le règlement du PPRI pour ce type de zone.</p> <p>Dans l'EDD, l'exploitant mentionne (p. 87) « Sans les protections, la hauteur d'eau atteindrait 60</p>

cm sur le site en cas de crue bi centennale. Les entrepôts étant surélevés de 1,10 m environ par rapport au niveau du terrain, l'ensemble des produits stockés se trouve au-dessus de la cote de référence et donc protégé contre le risque d'inondation. »

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le local extérieur abritant le groupe motopompe du système d'extinction automatique est situé en dévers des bâtiments d'entreposage, de manière semi-enterrée.

Par ailleurs, l'analyse de risque de l'exploitant ne prend pas en compte le risque d'inondation comme événement initiateur et l'accidentologie relative à cette thématique n'a pas été étudiée.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour le prochain réexamen quinquennal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant prendra connaissance des recommandations formulées par le règlement du PPRI de Salaise sur Sanne pour la zone B2 et étudiera la possibilité de les mettre en œuvre. - le volet inondation de l'EDD devra être complété afin de traiter de manière plus détaillée l'aléa inondation. Celle-ci doit être étoffée, notamment sur les points suivants : - prise en compte de l'évènement initiateur inondation (probabilité 0) avec formalisation des séquences accidentelles ; - analyse de l'accidentologie et enseignements tirés. L'exploitant pourra s'appuyer pour cette analyse sur le rapport d'étude de l'INERIS N° DRA-14-141515-03596A - DRADDRS81 - Opération A : Référentiel méthodologique concernant la maîtrise du risque inondation dans les installations classées. <p>Ces éléments sont prescrits dans l'arrêté préfectoral complémentaire établi dans le cadre de la clôture du réexamen quinquennal actuel de l'étude de dangers.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 10 : Gestion des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2007, article Point 4.8.7Point 6.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation réserve incendieMaintient volume disponible bassin sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bassin de confinement</p> <p>Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il aura une capacité minimum de 1 000 m³.</p> <p>[...]</p> <p>Le bassin doit être maintenu, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible</p> <p>Ressource en eau et en mousse</p> <p>[...] Pour cela, l'établissement dispose d'une réserve d'eau incendie de 550 m³ et d'un groupe pompe diesel permettant un débit de 260 m³/h. Le niveau de la réserve incendie et le bon fonctionnement du groupe pompe seront régulièrement contrôlés. Ces dispositifs devront être</p>

disponibles à tout moment et protégés du gel.
Constats : Les eaux pluviales recueillies dans les zones de quai sont dirigées vers le bassin de sécurité situé entre les 2 bâtiments. La disponibilité du volume de rétention (1 000 m ³) est vérifiée tous les quinze jours par un contrôle visuel (marquage). Les eaux recueillies sur le reste des voiries sont dirigées vers le décanteur déshuileur du site. Les eaux de toiture du bâtiment C1 rejoignent directement le réseau communal, et les eaux de toiture du bâtiment B1 alimentent le bassin de réserve d'eau incendie. La disponibilité du volume d'eau incendie (550 m ³) est vérifiée tous les quinze jours de manière visuelle. Un test de la motopompe est également mené à cette occasion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 26 BIS
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m ³ . En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.
Constats : En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont collectées dans le bassin de sécurité et sur les quais. Le réseau est alors obturé au niveau du décanteur-déshuileur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Chaufferie – rubrique 2910

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article Pöint 6.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Arrêt chaufferie
Prescription contrôlée : Equipements abandonnés Les équipements abandonnés ne seront pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation.

Les bâtiments ou installations désaffectés seront également débarrassés de tout stock de produits dangereux [...]

Article R512-66-1 du CDE

I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.

II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Constats :

La chaudière fonctionnant au gaz naturel présente sur le site n'est plus utilisée depuis 2015. Le site HLOG ne compte pas en refaire une utilisation à ce stade, mais souhaite néanmoins la conserver sur le site en vue d'une valorisation dans le cas d'une éventuelle vente.

En ce qui concerne la mise en sécurité, les vannes d'arrivée de gaz de l'installation sont fermées. Cependant, afin de garantir une mise en sécurité pérenne (absence de fuite au niveau de la vanne par exemple), le réseau demande à être isolé de manière plus robuste (disconnexion de la tuyauterie + mise en place d'une tape pleine). Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure de confirmer que la chaudière a bien été vidée et inertée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de pouvoir réaliser la cessation d'activité pour la rubrique 2910 pour cette chaudière, l'exploitant doit réaliser/démontrer que les actions de mise en sécurité pérenne sont en place. La chaudière n'ayant pas été utilisée avec un autre type de combustible que du gaz naturel (pas de combustibles solides ou liquides), conformément à l'article R.512-66-3 du code de l'environnement, la réalisation d'une ATTES SECUR n'est pas obligatoire. Toutefois, l'exploitant pourra utilement solliciter une entreprise certifiée en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Etat de conservation des racks métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article 6.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Tenue et stabilité des racks de rangements en cellule 1 (ou A)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6.4.5 Vérifications périodiques</p> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention feront l'objet de vérifications périodiques [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté dans la cellule 1 (ou A) stockant des acides solides, la présence de racks de stockage dans un état de corrosion importante du fait d'une ambiance corrosive au sein de la cellule (présence de tas de poussières métalliques au sol). L'inspection estime que ces racks pourraient présenter un risque d'effondrement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit contrôler la stabilité et la tenue dans le temps des racks de stockage, en particulier les racks de la cellule 1 (ou A). En parallèle, pour le prochain réexamen quinquennal, le risque d'effondrement des racks doit être étudié dans l'EDD.</p> <p>Cette demande est prescrite dans l'arrêté préfectoral complémentaire établi dans le cadre de la clôture du réexamen quinquennal actuel de l'étude de dangers.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Atelier de charge d'accumulateur électrique – rubrique 2925

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Rubrique 2925
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescriptions applicables aux accumulateurs électriques</p>
Constats :

<p>L'étude de danger du site de 2021 mentionne la présence de 3 chariots élévateurs pour une puissance totale de 13 KW pour la recharge des batteries. Cependant, lors de la visite, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - côté APF : 1 chariot et 5 transpalettes. - côté HLOG : 2 chariot et 1 transpalette.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se positionner sur son éventuel classement au titre de la rubrique 2925 au regard du type de charge et de la (des) capacité(s) présente(s) sur le site. Une régularisation de la situation administrative de l'établissement devra être réalisée au besoin.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>